

Circulaire d'information

INFCIRC/728

12 juin 2008

Distribution générale

Français

Original : Anglais

Communication du 9 juin 2008 relative à la conférence sur les enjeux et les possibilités concernant les approvisionnements en combustible nucléaire reçue des représentants permanents de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni auprès de l'Agence

Le Secrétariat a reçu une communication des représentants permanents de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni auprès de l'Agence en date du 9 juin 2008 transmettant en pièce jointe le rapport complet de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni consacré à la conférence sur les *enjeux et les possibilités concernant les approvisionnements en combustible nucléaire*, qui s'est tenue les 17 et 18 avril 2008, à Berlin.

Conformément à la demande formulée dans ladite communication, ce rapport est reproduit ci-après pour l'information des États Membres.

Dans une déclaration publiée sous la cote INFCIRC/713 (18 Septembre 2007), les ministres des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont présenté les vues communes de leurs pays sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire. Ces pays y ont affirmé leur volonté de contribuer aux discussions de l'AIEA sur l'élaboration de mécanismes de garantie et la multilatéralisation des activités du cycle du combustible nucléaire. Il est clair que l'AIEA joue un rôle crucial et décisif en favorisant ces discussions.

Les trois gouvernements soulignent qu'ils appuient le droit de toutes les parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination et conformément aux dispositions des articles premier et II du Traité et ont souligné l'importance de s'assurer que l'exercice de ces droits est conforme aux normes de sûreté, de sécurité et de non-prolifération les plus élevées. Nous admettons que des pays ne veulent pas renoncer à la possibilité d'entreprendre des activités liées au cycle du combustible nucléaire, et nous ne le leur demandons pas. En tant que détenteurs d'une technologie d'enrichissement avancée, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réaffirment qu'ils se sentent investis d'une responsabilité particulière pour ce qui est de développer la coopération multilatérale dans ce domaine et de stimuler un débat constructif sur l'élaboration de mécanismes de garantie et la multilatéralisation des activités du cycle du combustible.

Pour donner suite à la déclaration de septembre 2007, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont organisé une conférence sur les enjeux et les possibilités concernant les approvisionnements en combustible nucléaire, qui s'est tenue les 17 et 18 avril 2008, à Berlin. Comme l'a expliqué dans sa déclaration liminaire M.Frank-Walter Steinmeier, ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, la conférence avait pour objet de mettre en évidence plusieurs problèmes fondamentaux auxquels sont confrontés les pays qui envisagent de recourir à l'électronucléaire pour la première fois. Elle a permis à des décideurs et à des experts techniques de ces pays de rencontrer des homologues de pays ayant une expérience de l'énergie nucléaire ou étant des fournisseurs potentiels de services d'enrichissement. Ainsi, les États qui envisagent de développer l'énergie nucléaire ont pu avoir une discussion éclairée sur les divers problèmes et sur les options existant pour l'approvisionnement en combustible nucléaire. Il était important que la conférence serve de cadre et soit propice à un échange de vues ouvert afin que les participants puissent mettre en commun les pratiques optimales et mieux comprendre ces problèmes.

Les 28 États qui ont pris part à ces discussions avaient des intérêts très divers : ainsi, il y avait ceux qui songent à la possibilité d'inclure l'électronucléaire dans leurs sources d'approvisionnement énergétique, ceux qui ont récemment fait le choix de recourir à l'électronucléaire, ceux qui ont l'expérience de l'enrichissement pour des marchés étrangers, et enfin ceux qui ont un programme électronucléaire mais pas leurs propres capacités d'enrichissement et qui s'approvisionnent en combustible nucléaire sur le marché international. Des experts de plusieurs sociétés commerciales d'enrichissement et d'autres experts internationaux ayant une expérience du cycle du combustible nucléaire ont aussi assisté à la conférence.

Dans son discours de politique générale, M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'AIEA, a réaffirmé sa conviction qu'une approche multilatérale du cycle du combustible nucléaire pourrait faire beaucoup en faveur d'une utilisation sûre et sécurisée de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, tout en réduisant le plus possible le risque de prolifération. Il a souligné l'importance de mettre en place des mécanismes d'assurance des approvisionnements et a averti

la communauté internationale que si elle ne trouvait pas de solution, il était possible qu'un plus grand nombre d'États maîtrisent des parties sensibles du cycle du combustible, non seulement pour des raisons économiques, mais aussi à des fins de dissuasion. Il a également estimé que quatre conditions fondamentales devaient être remplies pour qu'un mécanisme d'assurance des approvisionnements fonctionne : existence d'un contrôle multinational ; accès sur une base non discriminatoire ; cession de matières nucléaires à partir de critères non politiquement motivés et existence d'un cadre multilatéral global liant la non-prolifération et le désarmement nucléaire.

Pendant la conférence, les participants ont examiné de manière ouverte et franche des aspects politiques et commerciaux du cycle du combustible nucléaire. Un grand nombre d'entre eux ont participé activement aux débats, lesquels ont contribué à une meilleure compréhension mutuelle des problèmes en jeu.

Outre les risques de rupture des approvisionnements, ils ont examiné les arguments en faveur d'activités du cycle du combustible effectuées dans un cadre national, dont les suivants :

- Autonomie ;
- Indépendance politique, économique et technologique ;
- Statut ;
- Souhait de maîtriser le cycle du combustible conformément aux droits inscrits dans l'article IV du TNP.

Parmi les arguments avancés contre l'exécution d'activités du cycle du combustible dans un cadre national figuraient les suivants :

- Augmentation des risques de prolifération ;
- Coûts élevés de l'implantation d'installations d'enrichissement ;
- Fait que l'approvisionnement commercial reste, et est susceptible de rester, à un prix raisonnable et que les stocks disponibles sont suffisants.

Les délégués ont examiné certaines propositions présentées par des États comme des options susceptibles de fournir des assurances en matière d'approvisionnement du combustible nucléaire. Ils ont noté que toutes les propositions existantes avaient été élaborées par des pays possédant la technologie nucléaire. Dans ce contexte, ils ont reconnu qu'il aurait été utile de consulter les pays susceptibles de devenir des acheteurs de combustible nucléaire et de services d'enrichissement avant de mettre au point les propositions. Ceci aurait contribué à préparer le terrain pour un débat davantage circonscrit autour de cette question. De nombreux délégués ont mentionné la 'confiance' comme étant un fondement nécessaire à des progrès constructifs des discussions, en particulier pour rassurer les parties impliquées – en ce qui concerne les motifs politiques et économiques des États fournisseurs et les intentions des États clients potentiels. On s'est également interrogé sur l'utilité, du point de vue de la transparence et de la clarté, d'avoir un si vaste éventail de propositions. Il a été rétorqué qu'une si grande diversité pouvait aider les États clients potentiels à décider de la meilleure façon de procéder. Les obligations en matière de désarmement des États dotés d'armes nucléaires en application de l'article VI du TNP ont aussi été évoquées dans le contexte des discussions sur l'article IV.

De nombreux délégués ont souligné et reconnu qu'il était important que l'AIEA joue un rôle central dans les discussions sur les questions liées au cycle du combustible nucléaire, y compris les assurances en matière d'approvisionnement. Le Directeur général et l'AIEA ont été encouragés à poursuivre leurs efforts pour stimuler et encourager un débat ouvert et transparent.

Diverses délégations se sont félicitées de la tenue de la conférence et ont noté que son approche de la question des approvisionnements en combustible nucléaire était utile et venait à point nommé, et certaines ont demandé l'organisation d'une conférence de suivi. Forts de cette

appréciation, les organisateurs estiment que la conférence a atteint son but ambitieux de servir de cadre à des débats constructifs, coopératifs et tournés vers l'avenir. Les partenaires hôtes sont prêts à favoriser et à encourager la poursuite des débats sur cette question d'une importance majeure. Dans l'esprit de la déclaration liminaire de M. Steinmeier, il est de la plus haute importance pour les générations futures que l'énergie nucléaire soit utilisée de manière sûre, sécurisée et pacifique.